No. 33536

FRANCE
and
KYRGYZSTAN

Treaty of understandiug, friendship aud cooperation. Signed at Paris on 3 June 1994

Authentic texts: French and Russian.

Registered by France on 23 January 1997.

FRANCE
et
KIRGHIZISTAN

Traité d'entente, d'amitié et de coopération. Signé à Paris le 3 juin 1994

Textes authentiques : français et russe.

Enregistré par la France le 23 janvier 1997.

TRAITÉ[1] D'ENTENTE, D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE DU KIRGHIZISTAN

La République française et la République du Kirghizistan, dénommées ci-après les Parties :

- déterminées à développer des relations d'amitié et de coopération,

- prenant acte de ce que la République du Kirghizistan est l'un des Etats successeurs de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques,

- convaincues de la nécessité de fonder leurs relations sur la confiance et sur le respect des valeurs universelles de liberté, de démocratie et de justice ,

- reconnaissant la primauté du droit international dans les relations entre Etats,

- se fondant sur les buts et les principes de la Charte des Nations-Unies,

- confirmant les engagements qu'elles ont souscrits dans le cadre de l'Acte Final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe[2] et de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe[3],

- conscientes de ce que l'avenir des rapports entre les deux Etats est indissolublement lié au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Europe et en Asie,

[1] Entré en vigueur le 29 avril 1996 par l'échange des instruments de ratification, conformément à l'article 22.
[2] *Documents d'actualité internationale*, nos 34-35-36 (26 août-2 et 9 septembre 1975), p. 642 (La Documentation française).
[3] Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session*, document A/45/859, p. 3.

- prenant en compte la mise en place de l'Union Européenne et la contribution de celle-ci à la construction d'une Europe pacifique et solidaire,

sont convenues de ce qui suit :

Article 1er

La République française et la République du Kirghizistan s'engagent à développer entre elles, dans tous les domaines, des relations de coopération fondées sur la confiance et l'intérêt mutuels. Elles favorisent l'entente et l'amitié entre les peuples français et kirghiz.

Les Parties concluent, en tant que de besoin, d'autres accords pour mettre en application les dispositions du présent Traité.

Article 2

La République française et la République du Kirghizistan mettent en oeuvre leur coopération politique dans le cadre bilatéral ainsi qu'au sein des enceintes multilatérales.

Attachées aux valeurs universelles de liberté et de démocratie, elle coopèrent pour la défense et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment au sein des organisations internationales compétentes.

Elles unissent leurs efforts en vue d'assurer la sécurité internationale, de prévenir les conflits et de garantir la primauté du droit international dans les relations entre Etats.

Article 3

La République française et la République du Kirghizistan tiennent des consultations régulières aux niveaux

appropriés, afin d'échanger leurs vues sur leurs relations bilatérales ainsi que sur les problèmes internationaux d'intérêt commun, en particulier sur des questions fondamentales concernant la sécurité et la coopération en Europe.

Dans ces domaines, les Parties s'attachent à harmoniser le plus possible leurs positions et, lorsque ceci leur semble nécessaire, mènent des actions conjointes ou concertées.

A cette fin, des rencontres au plus haut niveau sont organisées par accord entre les Parties. Les Ministres des Affaires Etrangères se réunissent au moins une fois par an.

Des réunions de travail entre représentants des ministères des Affaires Etrangères des deux Etats se tiennent en tant que de besoin.

Les autres membres des gouvernements des deux Etats se rencontrent en tant que de besoin pour traiter de questions d'intérêt commun.

Article 4

Au cas où surgiraient des situations qui, de l'avis d'une des Parties, créeraient une menace contre la paix, une rupture de la paix ou mettraient en cause ses intérêts majeurs de sécurité, cette Partie peut demander à l'autre que se tiennent sans tarder des consultations entre elles à ce sujet. Les Parties s'efforcent d'adopter une position commune sur les moyens de surmonter cette situation.

Article 5

La République française et la République du Kirghizistan se consultent au sein des organisations internationales dont elles sont membres, notamment de l'Organisation des Nations Unies, dans le but d'harmoniser le plus possible leurs positions lorsque ceci leur semble

nécessaire et d'assurer la mise en oeuvre la plus efficace possible des dispositions prises dans ce cadre.

Article 6

La République française s'engage à favoriser le développement de liens entre la République du Kirghizistan et l'Union Européenne.

Les engagements auxquels souscrit la République française dans les accords bilatéraux avec la République du Kirghizistan respectent les obligations qui incombent à la République française du fait de son appartenance à l'Union Européenne.

Article 7

La République française et la République du Kirghizistan coopèrent étroitement dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

Les Parties agissent de concert afin de renforcer ses institutions, notamment sur le plan juridique, pour garantir la stabilité, la sécurité et l'Etat de droit sur le continent européen.

Elles favorisent en particulier l'adoption de principes susceptibles de contribuer à la prévention des conflits.

Article 8

La République française et la République du Kirghizistan soulignent l'importance de l'institution de l'Union Européenne qui permet de mettre en oeuvre une politique étrangère et de sécurité commune, de renforcer la coopération entre Etats européens et apporte une contribution essentielle à la stabilité du continent et du monde entier.

Article 9

La République française et la République du Kirghizistan soulignant l'apport décisif des accords de désarmement à la sécurité européenne et internationale, soutiennent, dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe et plus particulièrement au sein du Forum de sécurité, le processus de désarmement, de renforcement de la confiance et de la sécurité et de prévention des conflits.

Les Parties attachent une importance particulière aux mesures propres à éviter la prolifération des armes de destruction massive ainsi qu'au contrôle efficace sur les armes classiques. Elles agissent à cette fin de manière concertée dans les instances internationales.

La République française prend acte avec satisfaction de la décision de la République du Kirghizistan d'adhérer au Traité de Non-Prolifération[1] en tant qu'Etat non doté d'armes nucléaires.

Article 10

La République française et la République du Kirghizistan développent et approfondissent leurs contacts dans le domaine militaire. Les Parties procèdent à cette fin, de manière régulière, à des échanges de vues sur leurs concepts de défense.

Elles favorisent les contacts entre ministères des Affaires Etrangères et ministères chargés de la Défense, ainsi qu'entre Etats-majors des armées des deux Etats.

Article 11

La République française et la République du Kirghizistan accordent une priorité particulière au

[1] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, p. 161.

développement de leur coopération dans les domaines de l'agriculture, des ressources minières, du tourisme, des transports et des télécommunications.

Article 12

La République française et la République du Kirghizistan développent une coopération en matière de formation des acteurs de la vie économique et sociale.

Chaque Partie s'efforce d'améliorer les conditions de l'activité sur son territoire des entreprises de l'autre Partie, en particulier en matière d'investissements directs et de protection des capitaux investis.

Les Parties favorisent l'échange le plus large possible d'informations économiques et assurent l'accès à ces informations des hommes d'affaires et des scientifiques des deux pays.

Dans la mesure de ses possibilités, la République française fournit à la République du Kirghizistan une assistance technique à la formation des cadres de l'économie, destinée à favoriser le développement d'une économie de marché.

Article 13

La République française et la République du Kirghizistan coopèrent, compte tenu de leurs intérêts mutuels et en liaison avec d'autres Etats, dans le cadre des organisations économiques et institutions financières internationales.

Article 14

La République française et la République du Kirghizistan favorisent la coopération entre Parlements et parlementaires des deux Etats.

Article 15

La République française et la République du Kirghizistan élargissent leur coopération dans le domaine des institutions démocratiques et de la construction de l'Etat de droit.

Article 16

La République française et la République du Kirghizistan encouragent les liens directs entre collectivités territoriales des deux Etats, en particulier les jumelages entre communes, dans le respect des dispositions du présent Traité.

Les Parties facilitent la coopération entre les organisations politiques, sociales et syndicales des deux pays.

Article 17

La République française et la République du Kirghizistan développent et approfondissent leur coopération dans les domaines de l'enseignement, de la culture, de la science, et de la technique, en mettant l'accent sur la formation.

Chaque Partie s'emploie à faire mieux connaître à sa population les réalisations scientifiques, techniques et culturelles de l'autre Partie, et, à cet effet, facilite notamment la diffusion des livres et de la presse de l'autre Partie.

Les Parties s'efforcent de donner à toutes les personnes intéressées la possibilité d'étudier la langue, la culture, la littérature et l'histoire de l'autre Partie.

Pour assurer une meilleure compréhension entre les peuples de la République française et de la République du Kirghizistan , les Parties développent leur coopération dans le domaine des médias.

Les Parties encouragent les contacts entre ressortissants des deux Etats, notamment entre jeunes Français et jeunes Kirghiz.

Elles encouragent également la coopération dans les domaines du sport et du tourisme.

Les Parties contribuent à l'élaboration régulière de programmes communs dans les domaines de l'enseignement, de la culture, de la science et de la technique. Ces programmes définissent les modalités pratiques de la mise en oeuvre de leur coopération, avec la participation des administrations compétentes des deux pays. Les Parties favorisent les contacts directs entre universités, écoles supérieures, centres de recherche et établissements culturels des deux Etats.

Article 18

La République française et la République du Kirghizistan, conscientes de l'importance de la protection de l'environnement, coopèrent de manière étroite dans ce domaine et s'engagent à favoriser le développement d'actions concertées aux plans européen et international.

Article 19

La République française et la République du Kirghizistan élargissent leur coopération dans le domaine consulaire.

Les Parties créent les conditions appropriées pour améliorer la circulation de leurs ressortissants entre les deux Etats.

Article 20

La République française et la République du Kirghizistan favorisent la coopération entre institutions

judiciaires des deux Etats, en particulier en matière d'entraide judiciaire civile.

Les Parties organisent une coopération entre organismes chargés de la sécurité publique , notamment dans le cadre d'Interpol, pour la lutte contre le crime organiséle trafic illicite de stupéfiants et la contrebande, y compris le trafic illégal d'objets d'art. Elles s'efforcent de mettre en oeuvre une coopération appropriée dans le domaine de la lutte contre le terrorisme international.

Article 21

Les dispositions du présent Traité n'affectent en rien les engagements des Parties à l'égard des Etats tiers et ne sont dirigées contre aucun d'entre eux.

Article 22

Le présent Traité sera soumis à ratification et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

Le présent Traité est conclu pour une durée de dix ans. Sa validité sera prorogée par tacite reconduction de cinq ans en cinq ans. Chacune des Parties pourra dénoncer le présent Traité à tout moment en adressant à l'autre Partie par voie diplomatique une notification écrite de dénonciation. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de ladite notification.

Fait à Paris, le 3 juin 1994, en double exemplaire, chacun en langues française et russe, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :

Le Président de la République française,

F. Mitterrand

FRANÇOIS MITTERRAND

Le Premier Ministre,

Edouard Balladur

EDOUARD BALLADUR

Le Ministre des Affaires étrangères,

Alain Juppé

ALAIN JUPPÉ

Pour la République du Kirghizistan :

Le Président de la République du Kirghizistan,

ASKAR AKAEV

Le Ministre des Affaires étrangères,

ROSA OTOUNBAEVA

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

ДОГОВОР О ВЗАИМОПОНИМАНИИ, ДРУЖБЕ И СОТРУДНИЧЕСТВЕ МЕЖДУ ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И КЫРГЫЗСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ

Французская Республика и Кыргызская Республика, далее именуемые Сторонами,

преисполненные решимости развивать отношения дружбы и сотрудничества,

принимая к сведению то, что Кыргызская Республика является одним из государств - правопреемников бывшего Союза Советских Социалистических Республик,

убежденные, что отношения между собой необходимо строить на доверии и уважении общечеловеческих ценностей - свободы, демократии и справедливости,

признавая примат международного права в отношениях между государствами,

руководствуясь целями и принципами Устава Организации Объединенных Наций,

подтверждая обязательства, взятые в рамках Заключительного Акта Совещания по безопасности и сотрудничеству в Европе и Парижской Хартии за новую Европу,

сознавая, что будущее отношений между двумя государствами неразрывно связано с укреплением мира, безопасности и стабильности в Европе и Азии,

принимая во внимание образование Европейского Союза и его вклад в строительство миролюбивой и солидарной Европы,

договорились о следующем:

Статья 1

Французская Республика и Кыргызская Республика обязуются развивать между собой во всех областях отношения сотрудничества на основе доверия и с учётом взаимных интересов. Они будут способствовать взаимопониманию и дружбе между французским и кыргызским народами.

Стороны заключают по мере необходимости другие соглашения для претворения в жизнь положений настоящего Договора.

Статья 2

Французская Республика и Кыргызская Республика осуществляют политическое сотрудничество как на двусторонней, так и на многосторонней основе.

Придавая большую значимость общечеловеческим ценностям свободы и демократии, Стороны сотрудничают в целях защиты и поощрения прав человека и основных свобод, в частности, в рамках компетентных международных организаций.

Стороны объединяют свои усилия, направленные на обеспечение международной безопасности, предотвращение конфликтов и обеспечение примата международного права в отношениях между государствами.

Статья 3

Французская Республика и Кыргызская Республика проводят регулярные консультации на соответствующих уровнях с целью обмена мнениями как по вопросам двусторонних отношений, так и по международным проблемам, представляющим взаимный интерес, в особенности, по основным вопросам, касающимся безопасности и сотрудничества в Европе.

Стороны стремятся по возможности к наиболее полному сближению своих позиций в этих областях и при необходимости проводят совместные или согласованные действия.

С этой целью по согласованию Сторон организуются встречи на высшем уровне. Министры иностранных дел двух государств встречаются не менее одного раза в год.

По мере необходимости проводятся рабочие совещания представителей министерств иностранных дел обоих государств.

Другие члены правительств обоих государств встречаются в случае необходимости для обсуждения вопросов, представляющих взаимный интерес.

Статья 4

В случае возникновения ситуаций, создающих, по мнению одной из Сторон, угрозу или нарушение мира или затрагивающих существенные интересы её безопасности, эта Сторона может обратиться к другой Стороне с просьбой безотлагательного проведения консультаций по этому вопросу. Стороны прилагают усилия для выработки общей позиции относительно средств урегулирования данной ситуации.

Статья 5

Французская Республика и Кыргызская Республика консультируют друг друга в рамках международных организаций, членами которых они являются, в первую очередь в Организации Объединенных Наций, с целью наиболее полного сближения своих позиций, когда это представляется им необходимым, и обеспечения наиболее эффективного претворения в жизнь мер, принятых в рамках этих организаций.

Статья 6

Французская Республика обязуется содействовать развитию связей между Кыргызской Республикой и Европейским Союзом.

Французская Республика, принимая на себя обязательства по двусторонним соглашениям с Кыргызской Республикой, соблюдает обязательства, возложенные на неё в силу её членства в Европейском Союзе.

Статья 7

Французская Республика и Кыргызская Республика тесно сотрудничают в рамках Совещания по безопасности и сотрудничеству в Европе.

Стороны действуют сообща в целях укрепления его учреждений, в особенности их юридической базы, для обеспечения стабильности, безопасности и верховенства международного права на европейском континенте.

Они поощряют, в частности, принятие принципов, призванных способствовать предотвращению конфликтов.

Статья 8

Французская Республика и Кыргызская Республика подчёркивают важность создания Европейского Союза, дающего возможность проводить совместную политику в области безопасности, укреплять сотрудничество между европейскими государствами; Европейский Союз вносит существенный вклад в стабильность на континенте и во всём мире.

Статья 9

Французская Республика и Кыргызская Республика, подчеркивая решающий вклад соглашений о разоружении в европейскую и международную безопасность, поддерживают, в рамках Совещания по безопасности и сотрудничеству в Европе и в частности Форума по безопасности, процесс разоружения, укрепления доверия, безопасности и предотвращения конфликтов.

Стороны придают особую важность мерам, позволяющим избежать распространения оружия массового поражения, а также обеспечивать эффективный контроль над обычными видами вооружений. С этой целью они совместно действуют в рамках международных организаций.

Французская Республика с удовлетворением отмечает решение Кыргызской Республики о присоединении последней к Договору о нераспространении ядерного оружия как государства, не имеющего ядерного оружия.

Статья 10

Французская Республика и Кыргызская Республика развивают и укрепляют контакты в военной области. С этой целью Стороны приступают к обмену мнениями об их концепциях обороны на регулярной основе.

Они содействуют контактам между министерствами иностранных дел и министерствами обороны, а также между штабами армий обоих государств.

Статья 11

Французская Республика и Кыргызская Республика отдают особый приоритет развитию сотрудничества в области сельского хозяйства, добычи и переработки полезных ископаемых, туризма, транспорта и телекоммуникаций.

Статья 12

Французская Республика и Кыргызская Республика развивают сотрудничество в области подготовки кадров в экономической и социальной сфере.

Каждая из Сторон прилагает усилия по улучшению условий деятельности предприятий другой Стороны на своей территории, в частности, в том, что касается прямых инвестиций и защиты капиталовложений.

Стороны поощряют по возможности наиболее широкий обмен экономической информацией и обеспечивают доступ к ней для предпринимателей и научных работников обеих стран.

По мере своих возможностей, Французская Республика оказывает Кыргызской Республике техническую помощь в подготовке кадров, призванных содействовать развитию рыночной экономики.

Статья 13

Французская Республика и Кыргызская Республика сотрудничают, принимая во внимание свои взаимные интересы и во взаимодействии с другими государствами, в рамках международных экономических организаций и финансовых учреждений.

Статья 14

Французская Республика и Кыргызская Республика содействуют сотрудничеству между Парламентами и парламентариями обоих государств.

Статья 15

Французская Республика и Кыргызская Республика расширяют своё сотрудничество в области демократических институтов и построения правового государства.

Статья 16

Французская Республика и Кыргызская Республика поощряют прямые связи между городами и регионами двух государств, в частности, путем породнения городов, соблюдая при этом положения настоящего Договора.

Стороны содействуют сотрудничеству между политическими, общественными и профсоюзными организациями обеих стран.

Статья 17

Французская Республика и Кыргызская Республика развивают и углубляют сотрудничество в области образования, культуры, науки и техники, отдавая приоритет подготовке кадров.

Каждая из Сторон старается лучше ознакомить своё население с научными, техническими и культурными достижениями другой Стороны и в этой связи оказывает содействие распространению книг, газет и журналов другой Стороны.

Стороны прилагают усилия к тому, чтобы предоставить всем заинтересованным лицам возможность изучить язык, культуру, литературу и историю другой Стороны.

В целях обеспечения лучшего взаимопонимания между народами Французской Республики и Кыргызской Республики, Стороны развивают сотрудничество в области средств массовой информации.

Стороны поощряют контакты между гражданами обоих государств, в частности, контакты между французской и кыргызской молодежью.

Стороны поощряют также сотрудничество в области спорта и туризма.

Стороны содействуют разработке на регулярной основе совместных программ в области образования, культуры, науки и техники, в которых определяются, при участии компетентных администраций обеих стран, условия осуществления на практике их сотрудничества. Стороны поощряют прямые контакты между университетами, высшими учебными заведениями, исследовательскими центрами и учреждениями культуры двух государств.

Статья 18

Французская Республика и Кыргызская Республика, сознавая важность защиты окружающей среды, тесно сотрудничают в этой области и обязуются оказывать содействие развитию совместных действий на европейском и международном уровне.

Статья 19

Французская Республика и Кыргызская Республика расширяют своё сотрудничество по консульским вопросам.

Стороны создают соответствующие условия для улучшения передвижения своих граждан между двумя государствами.

Статья 20

Французская Республика и Кыргызская Республика содействуют сотрудничеству между судебными органами обоих государств, в частности, по оказанию правовой помощи по гражданским делам.

Стороны организуют сотрудничество своих правоохранительных органов, в частности в рамках „Интерпола", для борьбы с организованной преступностью, с незаконным оборотом наркотиков, с контрабандой, включая незаконную торговлю предметами искусства. Они прилагают все усилия для налаживания соответствующего сотрудничества в борьбе с международным терроризмом.

Статья 21

Положения настоящего Договора ни в чём не затрагивают обязательств Сторон по отношению к третьим государствам и не направлены против какого-либо из них.

Статья 22

Настоящий Договор подлежит ратификации и вступит в силу через тридцать дней после обмена ратификационными грамотами.

Настоящий Договор заключён сроком на десять лет. По истечении этого срока действие Договора будет автоматически продлено на следующий пятилетний период. Каждая из Сторон в любое время может денонсировать настоящий Договор, направив другой Стороне по дипломатическим каналам письменное уведомление о денонсации. Денонсация вступит в силу через шесть месяцев с момента получения вышеупомянутого уведомления.

Совершено в г. Париже 3 июня 1994 г. в двух подлинных экземплярах, каждый на французском и русском языках, при этом оба текста имеют одинаковую силу.

За Французскую Республику:

Президент Французской Республики,

Франсуа Миттеран

За Кыргызскую Республику:

Президент Кыргызской Республики,

Аскар Акаев

Премьер–министр,

Эдуар Балладюр

Министр иностранных дел,

Ален Хюппе

Министр иностранных дел,

Роза Отунбаева

[TRANSLATION — TRADUCTION]

TREATY[1] OF UNDERSTANDING, FRIENDSHIP AND COOPERATION BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE KYRGYZ REPUBLIC

The French Republic and the Kyrgyz Republic, hereinafter referred to as the Parties,

Determined to develop a relationship of friendship and cooperation,

Noting that the Kyrgyz Republic is one of the successor States of the Union of Soviet Socialist Republics,

Convinced of the need to base their relations on trust and respect for the universal principles of freedom, democracy and justice,

Recognizing the primacy of international law in relations between States,

Basing themselves on the purposes and principles of the Charter of the United Nations,

Reaffirming the commitments they have made under the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe[2] and the Charter of Paris for a New Europe,[3]

Aware that the future of relations between the two States is inextricably linked to the strengthening of peace, security and stability in Europe and Asia,

Taking into account the establishment of the European Union and its contribution to the building of a peaceful and united Europe,

Have agreed as follows:

Article 1

The French Republic and the Kyrgyz Republic undertake to develop with each other, in all areas, a relationship of cooperation based on mutual trust and common interests. They shall promote understanding and friendship between the French and Kyrgyz peoples.

The Parties shall conclude other agreements, as necessary, for the implementation of this Treaty.

Article 2

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall implement their political cooperation on both a bilateral and a multilateral basis.

Committed to the universal values of freedom and democracy, they shall cooperate in the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms, in particular within the competent international organizations.

[1] Came into force on 29 April 1996 by the exchange of the instruments of ratification, in accordance with article 22.
[2] *International Legal Materials*, vol. XIV (1975), p. 1292, (American Society of International Law).
[3] United Nations, *Official Records of the General Assembly, Forty-fifth Session*, document A/45/859, p. 3.

They shall combine their efforts with a view to ensuring international security, preventing conflicts and guaranteeing the primacy of international law in relations between States.

Article 3

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall hold regular consultations at the appropriate levels for the purpose of exchanging views on their bilateral relations and on international problems of common interest, in particular basic issues relating to security and cooperation in Europe.

The Parties shall endeavour to harmonize their positions in these areas as far as possible and, when they deem it necessary, shall take joint or concerted action.

To that end, meetings at the highest level shall be organized by agreement between the Parties. Their Ministers for Foreign Affairs shall meet at least once a year.

Working meetings between representatives of the Ministries of Foreign Affairs of the two States shall be held as necessary.

Other members of the Governments of the two States shall meet as necessary to address matters of common interest.

Article 4

In the event that a situation should arise which, in the opinion of one of the Parties, would create a threat to peace or a breach of the peace or would affect its major security interests, that Party may make a request to the other Party that consultations should be held between them on the matter without delay. The Parties shall endeavour to adopt a common position on the means to remedy the situation.

Article 5

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall consult each other within the international organizations of which they are members, in particular the United Nations, with a view to harmonizing their positions as far as possible, when they deem it necessary, and ensuring the greatest possible efficiency in the implementation of the measures taken within that context.

Article 6

The French Republic undertakes to promote the development of ties between the Kyrgyz Republic and the European Union.

The commitments entered into by the French Republic in bilateral agreements with the Kyrgyz Republic shall respect the obligations incumbent upon the French Republic in connection with its membership of the European Union.

Article 7

The Frencb Republic and the Kyrgyz Republic shall cooperate closely within the context of the Conference on Security and Cooperation in Europe.

The Parties shall take concerted action to strengthen its institutions, particularly in the legal area, in order to guarantee stability, security and the rule of law on the European continent.

In particular, they shall promote the adoption of principles that will contribute to the prevention of conflicts.

Article 8

The French Republic and the Kyrgyz Republic emphasize the importance of the establishment of the European Union, which allows for the implementation of a common foreign and security policy and the strengthening of cooperation among European States, and which is making an essential contribution to the stability of the continent and the entire world.

Article 9

The French Republic and the Kyrgyz Republic, emphasizing the decisive contribution made by disarmament agreements to European and international security, shall, within the Conference on Security and Cooperation in Europe, and particularly in the context of the Security Forum, support the process of disarmament, confidence-building, strengthening of security and conflict prevention.

The Parties attach particular importance to measures intended to avoid the proliferation of weapons of mass destruction and to ensure the effective control of conventional weapons. They shall take concerted action towards that end in international bodies.

The French Republic notes with satisfaction the decision of the Kyrgyz Republic to accede to the Non-Proliferation Treaty[1] as a non-nuclear-weapon State.

Article 10

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall develop and expand their contacts in the military sphere. To that end, the Parties shall hold regular excbanges of views on their concepts of defence.

They shall promote contacts between their Ministries of Foreign Affairs and Ministries of Defence, and between the General Staffs of the armies of the two States.

Article 11

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall accord special priority to the development of cooperation between them in the fields of agriculture, mineral resources, tourism, transport and telecommunications.

Article 12

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall develop cooperation in the training of participants in economic and social life.

Each Party shall endeavour to improve the conditions in its territory for the activities of companies of the other Party, in particular in the areas of direct investment and the protection of invested capital.

The Parties shall promote the broadest possible exchange of economic information and shall gnarantee businessmen and scientists of the two countries access thereto.

[1] United Nations, *Treaty Series*, vol. 729, p. 161.

The French Republic shall, to the extent possible, provide technical assistance to the Kyrgyz Republic in the training of the economic managers who are to promote the development of a market economy.

Article 13

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall, taking into account their mutual interests and in liaison with other States, cooperate within the framework of international economic organizations and financial institutions.

Article 14

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall promote cooperation between the Parliaments and parliamentarians of the two States.

Article 15

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall expand their cooperation in the field of democratic institutions and the building of a State based on the rule of law.

Article 16

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall encourage direct ties between local and regional communities of the two States, especially the twinning of towns, in accordance with the provisions of this Treaty.

The Parties shall facilitate cooperation between the political, social and trade union organizations of the two countries.

Article 17

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall strengthen their cooperation in the fields of education, culture, science and technology, with emphasis on training.

Each Party shall endeavour to raise awareness among its people of the scientific, technological and cultural achievements of the other Party, and, to that end, shall, *inter alia*, facilitate the dissemination of the other Party's books and publications.

The Parties shall endeavour to give all those interested an opportunity to study the language, culture, literature and history of the other Party.

In order to ensure greater understanding between the peoples of the French Republic and the Kyrgyz Republic, the Parties shall develop their cooperation with regard to the mass media.

The Parties shall encourage contacts between nationals of the two States, particularly between French and Kyrgyz youth.

They shall also encourage cooperation in the fields of sports and tourism.

The Parties shall contribute to the drawing up on a regular basis of joint programmes in the fields of education, culture, science and technology. These programmes shall define the practical modalities for the implementation of their cooperation with the participation of the competent administrations of the two countries. The Parties shall promote direct contacts between the universities, higher educational institutions, research centres and cultural establishments of the two States.

Article 18

The French Republic and the Kyrgyz Republic, aware of the importance of environmental protection, shall cooperate closely in that field and undertake to promote the development of concerted action at the European and international levels.

Article 19

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall expand their cooperation in the consular field.

The Parties shall establish appropriate conditions to facilitate the movement of their nationals between the two States.

Article 20

The French Republic and the Kyrgyz Republic shall promote cooperation between the judicial institutions of the two States, particularly in the area of mutual assistance in civil matters.

The Parties shall organize cooperation between agencies responsible for public security, particularly within Interpol, to combat organized crime, illicit drug trafficking and smuggling, including illicit trafficking in works of art. They shall endeavour to establish appropriate cooperation to combat international terrorism.

Article 21

The provisions of this Treaty shall in no way affect the obligations entered into by the Parties with regard to third States and are not directed against any such State.

Article 22

This Treaty shall be subject to ratification and shall enter into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

This Treaty is concluded for a period of ten years. It shall be automatically extended for successive five-year periods. Either Party may denounce this Treaty at any time by sending written notification thereof to the other Party through the diplomatic channel. The denunciation shall take effect six months after the date of receipt of such notification.

DONE at Paris on 3 June 1994, in duplicate, each in the French and Russian languages, both texts being equally authentic.

For the French Republic:

FRANÇOIS MITTERRAND
President of the French Republic

EDOUARD BALLADUR
Prime Minister

ALAIN JUPPÉ
Minister for Foreign Affairs

For the Kyrgyz Republic:

ASKAR AKAYEV
President of the Kyrgyz Republic

ROSA OTUNBAYEVA
Minister for Foreign Affairs